

# INFOVEILLES

## Deux ans de guerre entre la Russie et l'Ukraine : impasse ou dénouement ?



n° 62 /// 2 mai 2024

Le 24 février 2024, les dirigeants du G7 ont réaffirmé leur soutien à l'Ukraine face à « l'invasion illégale, injustifiable et non provoquée<sup>1</sup> » de la Russie qui avait déclenché deux ans plus tôt une offensive<sup>2</sup> devenue le plus important conflit militaire en Europe depuis 1945. Il s'inscrit dans un contexte de tensions récurrentes entre Moscou et Kiev depuis au moins 2014. De par ses répercussions géostratégiques depuis 2022, il provoque l'inquiétude mais aussi des divisions au sein de la communauté internationale, notamment entre l'OTAN menée par Washington et Pékin.

### FAITS

Les dirigeants du G7<sup>3</sup> exhortent le 24 février 2024 la Russie à retirer ses forces armées d'Ukraine sans conditions, tout en se félicitant de l'aide supplémentaire de l'UE à Kiev de 50 milliards d'euros jusqu'en 2027 annoncée le 1<sup>er</sup> février 2024. En revanche, le G7 critique les soutiens militaire (Iran, Corée du Nord) et économique (Chine) à la Russie. Deux ans auparavant, le 24 février 2022, V. Poutine lançait une « opération militaire spéciale » (OMSp, *spetsialnaïa voennaïa operatsia*) visant à « dénazifier » et « démilitariser » le « pseudo-État ukrainien russophile » du président V. Zelensky. En réalité, il s'agissait d'une offensive combinée air-terre-mer engageant autour de 160 000 soldats russes et supplétifs (soit 80 % de l'armée française et 120 *batalonnaja takticheskaja grupp*a, BTG équivalents des GTIA français), en partie depuis la base arrière biélorusse (Minsk n'envoyant pas de troupes). Les forces russes ont échoué à prendre Kiev<sup>4</sup> et ont subi des pertes évaluées dès la mi-mai à 1/3 des BTG alors engagés. Néanmoins, ceux-ci ont réussi à progresser au Sud depuis la Crimée jusqu'au Dniepr et Marioupol. Kiev a décrété la mobilisation générale le 25 février 2022. En outre, le 27 février 2022, les forces stratégiques nucléaires russes sont mises en alerte sur ordre du président Poutine. Les réactions internationales reflètent les lignes de fractures diplomatiques

mondiales. L'OTAN active dès le 24 février 2022 les plans de défense de son flanc Est tout en refusant le 4 mars suivant une *no fly zone* en Ukraine et, avec l'UE et des alliés incluant l'Australie ou le Japon, condamnent « l'agression russe » et annoncent le 26 février 2022 des sanctions<sup>5</sup> contre la Russie. La Turquie ne s'associe toutefois pas à celles-ci tout en déclarant fermer ses Détroits aux navires de guerre belligérants ou non-riverains le 28 février 2022. Le 2 mars suivant, lors du vote à l'ONU demandant à Moscou la cessation des hostilités, nombre d'États refusent (dont la Syrie ou la Biélorussie) et surtout s'abstiennent (dont la Chine, l'Inde ou l'Iran), relativisant l'isolement russe. Tout en encourageant des négociations entre les belligérants, Pékin reprend le terme d'OMSp et reconnaît les « préoccupations de sécurité légitimes » russes<sup>6</sup>, soulignant la responsabilité des USA et de l'OTAN dans le déclenchement de cette guerre.

### CONTEXTE

Cette « deuxième campagne d'Ukraine » de la Russie, après celle de 2014, s'inscrit dans la volonté globale de V. Poutine de rendre sa grandeur à la Russie et de « laver l'humiliation » infligée selon lui par les Occidentaux depuis la chute de l'URSS en 1991<sup>7</sup>. Dans une vision obsidionale, un volet de cette politique consiste à maintenir dans la sphère d'influence russe « l'étranger proche » (concept né en 1992), soit l'espace post-soviétique, notamment face à l'OTAN et son « bras civil » de l'UE. L'Alliance atlantique est en effet considérée comme la principale « menace militaire » (*voennaïa ougroza*), par la Doctrine militaire russe de décembre 2014 comme par la Stratégie de sécurité nationale de juillet 2021. Le dirigeant russe considère que l'OTAN a « trahi » le *NATO-Russia Founding Act*<sup>8</sup> de mai 1997 et comme une priorité « existentielle » (*Concept de politique étrangère*<sup>9</sup> de mars 2023) de bloquer son avancée vers les frontières de la Russie. Ce qui explique en partie la demande de « garanties de sécurité » de

<sup>1</sup> Déclaration des dirigeants du G7. *Consilium Europa*, 24 février 2024. Disponible sur : <https://urlz.fr/qj7j>

<sup>2</sup> « Après des mois de préparation, les forces russes se lancent à l'assaut de l'Ukraine », *Zone militaire*, 24 février 2022 : <https://urlz.fr/ijpv>

<sup>3</sup> G7 : USA, Allemagne, France, Royaume-Uni, Italie, Japon et Canada.

<sup>4</sup> « Russian Offensive Campaign Assessment », *ISW*, 4 mars 2022.

<sup>5</sup> New Financial and Trade Sanctions Against Russia. *Congressional Research Service*, 17 mars 2022. Disponible sur : <https://urlz.fr/iitC>

<sup>6</sup> « China clarifies neutral stance as Russia, Ukraine poised for talks » *Global Times*, 27 février 2022 : <https://urlz.fr/iirq>

<sup>7</sup> « Russia-Ukraine: Quo Vadis? », *Valdaï*, 26 février 2022. Disponible sur : <https://urlz.fr/ijHj>

<sup>8</sup> « The Contours of a New Western Russia Strategy », *ICDS*, 9 mai 2022. Disponible sur : <https://urlz.fr/ij0y>

<sup>9</sup> *Foreign Policy Concept of the Russian Federation*. *Ministry of Foreign Affairs of the Russian Federation*, 31 mars 2023.

décembre 2021 à l'OTAN, qui les perçoit comme un ultimatum. **Dans la vision de V. Poutine, l'Ukraine est en effet une « petite Russie », une nation-sœur** avec laquelle elle forme un « *seul peuple* » dont la séparation en 1991 est une « *tragédie* »<sup>10</sup>. Moscou est ainsi déjà intervenue en Ukraine suite à la « révolution » de Maïdan de février 2014, perçue comme un « coup d'État » soutenu par l'Occident, et a annexé la Crimée en mars suivant. Ce « *rattachement* » selon le *Kremlin*, non reconnu par la communauté internationale, est présenté comme en février 2022 tel un « sauvetage » de Russes menacés par l'Ukraine. Malgré les **accords russo-ukrainiens de Minsk II** de février 2015, la stratégie indirecte russe « hybride » s'est poursuivie jusqu'au 24 février 2022, notamment en soutenant le « conflit gelé » dans les républiques autoproclamées du Donbass (1/3 des *oblasts* ukrainiens de Donetsk et Louhansk). La Russie opère de manière similaire en Moldavie (1 500 hommes en Transnistrie) ou en Géorgie depuis la guerre de 2008. Les forces armées russes (*Vooroujionnye Sily Rossiïskoï Federatsii*, VS) sont aussi, entre autres, intervenues dans le cadre de l'Organisation du traité de sécurité collective (OTSC) au Kazakhstan en janvier 2022, sont déployées dans le Caucase et pour protéger « l'Union Russie-Biélorussie ». En novembre 2021, la Biélorussie a en effet reconnu la Crimée comme « *légalement russe* » et a consolidé l'intégration avec la Russie, que d'aucuns qualifient d'« **annexion lente** », accentuée suite au référendum du 27 février 2022 autorisant le déploiement potentiel sur son sol d'armes nucléaires russes. Tout cela s'appuie sur un **réarmement intensif depuis les années 2000** (4 % du PIB/an sur 2010-2020). Les résultats sont particulièrement visibles en Crimée avec, depuis 2014, le déploiement de systèmes anti-aériens S-400 *Triumph*, le doublement avant la guerre de ses effectifs militaires (30 000 soldats<sup>11</sup>) et l'arrivée de chars ainsi que de bombardiers Tu-22M3 et d'avions de supériorité aérienne *Sukhoï-30SM* au sein de la flotte de la mer Noire (FMN) basée à Sébastopol. Cette dernière est redevenue vers 2020 la plus puissante flotte en mer Noire, dotée notamment de missiles *Kalibr* 3M14 (portée revendiquée jusqu'à 2 000 km). Le déséquilibre est alors flagrant avec les forces navales ukrainiennes<sup>12</sup>.

**Les heurts entre la volonté d'émancipation de l'Ukraine et la Russie** se sont aggravés depuis 2014. Kiev considère la Crimée et le Donbass tels des « **territoires temporairement occupés d'Ukraine** » suite à la « révolution » de Maïdan qui a renversé le président prorusse Ianoukovytch. Jusqu'alors restée proche de Moscou, Kiev désigne la Russie comme la principale menace militaire dans la Doctrine militaire ukrainienne de 2015. L'Ukraine, qui n'a jamais participé à l'OTSC, s'est de plus retirée en 2018 de la Communauté des États indépendants (CEI)<sup>13</sup>. Le président Zelensky, élu en avril 2019, a réaffirmé en avril 2021 sa **priorité d'adhérer à l'OTAN et l'UE** dans la lignée de la Stratégie

de sécurité nationale de septembre 2020, une « ligne rouge » pour le *Kremlin*. De surcroît, Kiev reçoit des matériels militaires américains depuis 2014 (2,5 milliards de dollars avant-guerre). Face aux « **envahisseurs** » russes, en dépit des réformes et des dépenses militaires atteignant 5 % du PIB, le rapport de forces en février 2022 paraît asymétrique, le PIB et le budget de défense ukrainiens étant onze fois inférieurs à ceux de Moscou<sup>14</sup>.

**Les élargissements de l'OTAN et de l'UE dans une large partie de l'Europe de l'Est** depuis 1997 confortent le discours « défensif » de la Russie, dont le fait que le seul budget militaire américain est 12 fois supérieur au sien (mais 4 fois en terme de PPA)<sup>15</sup>. G. F Kennan qualifiait en 1998 cette extension de l'OTAN d'« *erreur tragique* » préparant une nouvelle Guerre froide. La détérioration des relations OTAN-Russie est nette depuis mars 2014, J. Stoltenberg les décrivant en octobre 2021 comme ayant atteint « **leur point le plus bas depuis la fin de la Guerre froide** ». Pour la première fois depuis 1991, le sommet de Varsovie en 2016 identifie officiellement **la Russie comme une menace pour la sécurité régionale** et pour l'intégrité territoriale de l'Ukraine. Consécutivement, la dissuasion otanienne « défensive » elle aussi se renforce de la Baltique (*enhanced Forward Presence* portée de 5 à 18 000 hommes mi-mars 2022) à la mer Noire (*tailored Forward Presence*). Le déploiement parallèle de la *Ballistic Missile Defense* (BMD) de l'OTAN, la « charte stratégique » USA-Ukraine<sup>16</sup> signé en novembre 2020 et le refus de Washington le 26 janvier 2022 de garantir à Moscou la non-adhésion de Kiev à l'Alliance atlantique confirment la perception au *Kremlin* d'un **nouveau containment** stratégique à son endroit.

**La Chine fait preuve d'une neutralité ambiguë**, si ce n'est « *de façade* » selon l'expert M. Julienne, entre les deux camps. Membres de l'Organisation de coopération de Shanghai (OCS, créée en 2001) et « partenaires stratégiques » depuis 2019, V. Poutine a affiché à Pékin le 4 février 2022 avec Xi Jinping une relation « **sans limites** », critiquant l'OTAN et l'alliance *Australia-UK-USA* (AUKUS) en Asie<sup>17</sup> selon le concept chinois de *New Type of Great Power Relation* (NTGPR). Il ne s'agit toutefois pas d'une alliance sino-russe *stricto sensu*, l'expert Zhao Huasheng évoquant plutôt un « *partenariat stratégique flexible* ». En outre, Pékin est le 1<sup>er</sup> partenaire commercial de Kiev et l'intégrité territoriale, la souveraineté et la non-ingérence sont en principe **les trois piliers de la politique étrangère chinoise**, comme l'a rappelé Xi Jinping au *Boao Forum for Asia*<sup>18</sup> le 21 avril 2022.

## ENJEUX

**La Russie cherche à s'entourer d'un glacis d'États tampons vassaux** en renforçant ses « bastions stratégiques »

<sup>10</sup> « Russia's War in Ukraine: Identity, History, and Conflict », *CSIS*, 22 avril 2022. Disponible sur : <https://urlz.fr/ijHN>

<sup>11</sup> *Military Balance 2022*, Routledge, février 2022. Russie, p.192-208.

<sup>12</sup> HENROTIN, Joseph. « La mer d'Azov, nouveau théâtre du conflit russo-ukrainien », *DSI*, n° 140, mars-avril 2019.

<sup>13</sup> Composées de la Russie et de la plupart des anciennes républiques soviétiques, la CEI a été créée fin 1991 et l'OTSC, son volet politico-militaire, en octobre 2002.

<sup>14</sup> SIPRI. *Trends in World Military Expenditure, 2021*, avril 2022.

<sup>15</sup> « Truth and Exaggeration in Russian Narrative of "NATO Expansion Threat" », *NIDS*, 15 mars 2022. Disponible sur : <https://urlz.fr/ijZd>

<sup>16</sup> U.S Department of State. *U.S-Ukraine Charter on Strategic Partnership*, 10 novembre 2021. Disponible sur : <https://urlz.fr/ik3E>

<sup>17</sup> *Russia-China Joint Statement on International Relations*, 4 février 2022.

<sup>18</sup> « Xi Jinping's keynote speech at the opening ceremony of BFA annual conference 2022 », *Boao Forum for Asia*, 23 avril 2022 : <https://urlz.fr/ik54>

(incluant des « bulles » A2/AD) face à l'OTAN. L'Ukraine en est une pièce maîtresse et « *une question de vie ou de mort* » selon V. Poutine en février 2024. D'aucuns estiment que le dirigeant du Kremlin, 72 ans en octobre 2024, cherche ainsi à achever sa mission historique de « **rassembler les terres russes** » en restaurant « l'Empire » sous une autre forme et en flattant le nationalisme de sa population. L'emploi des termes d'OMSp au lieu de guerre, de « *légitime défense* »<sup>19</sup> ou d'« *injustices* » de l'OTAN depuis 1997 sert à présenter le Kremlin en « **protecteur préventif** » de la Russie et « **libérateur** » des russophones d'Ukraine, et non en agresseur. Cela justifie l'intervention et les annexions de septembre 2022 mais empêche toutefois jusqu'ici une mobilisation générale officielle.

Le refus occidental des « garanties de sécurité » de décembre 2021 ou les accusations le 7 février 2022 de non-respect par Kiev des clauses de Minsk II, qui préservaient l'influence russe, sont perçus par l'OTAN tels des prétextes. Tout comme le maintien de « conflits gelés », *grey zones* qui sont autant de leviers d'actions russes. Moscou veut en fait arrêter les « otanisation et européisation rampantes », synonymes pour elle d'**évolution en sa défaveur de l'architecture de sécurité européenne**. Adressant une mise en garde à « l'étranger proche » comme à l'OTAN et l'UE, **la Russie vise à punir le « mauvais exemple »** stratégique (hors-CEI et OTSC, instruments d'intégration sous influence russe) et démocratique (thème sensible aussi pour Pékin) ukrainien. Pour ce faire, la « *dénazification* » et la « *démilitarisation* » du pays, soit un changement de régime et la destruction de l'armée de Kiev, étaient planifiées. Cependant, la vision russe de l'Ukraine et le déficit de renseignements politico-militaires ont entraîné une sous-estimation de la résistance ukrainienne et de l'OTAN. **L'échec de sa « Blitzkrieg » initiale a obligé Moscou à revoir à la baisse ses ambitions**, tout en visant toujours une tutelle *de facto* sur l'État « artificiel » ukrainien, sous quelque forme coercitive que ce soit. Un gouvernement prorusse en Ukraine est désormais improbable face à l'union nationale derrière V. Zelensky, qui inclut une large majorité de russophones à rebours des assertions russes. Une « finlandisation » a été envisagée lors de négociations à Istanbul fin mars 2022 mais Moscou (souveraineté contrainte) et Kiev (neutralité sous garantie internationale) n'ont pu s'accorder sur sa définition. L'objectif russe est aussi d'**acquérir la totalité du Donbass et un corridor terrestre le reliant à la Crimée** ainsi désenclavée, voire d'atteindre la Transnistrie *via* Odessa. La mer d'Azov deviendrait ainsi un « lac intérieur » russe. Cette reconquête de la « *Nouvelle-Russie* » (*Novorossya*) permettrait à V. Poutine de célébrer une « victoire » afin de préserver ses positions internationale et intérieure (bien que déjà « réélu » mi-mars 2024). Au-delà de cette *Novorossya* et du *continuum* des mers Noire-Azov-Caspienne, Moscou vise la **consolidation de son**

« **bastion stratégique Sud** », à la fois plateforme de protection et de projection vers les Balkans, la Méditerranée et le Moyen-Orient<sup>20</sup> sur le flanc Sud de l'OTAN. De plus, cette domination permettrait après-guerre au Kremlin de contrôler une Ukraine quasi-enclavée, dont plus de 70 % des exportations transitent *via* les ports des mers Noire et d'Azov<sup>21</sup>. Quant aux **dysfonctionnements dans la planification, le commandement ou la logistique** des VS mis en évidence lors de cette campagne, ils ne doivent pas être surestimés. La maîtrise de la coordination d'opérations conventionnelles interarmées de haute intensité face à une forte opposition, signe d'une armée moderne et puissante<sup>22</sup>, progresse. L'armée russe, plus adaptée à une guerre de position frontale d'usure et déjouant la contre-offensive ukrainienne à partir de juin 2023, cherche à **prendre un ascendant militaire décisif sur Kiev en 2024 avant l'arrivée de nouveaux armements occidentaux**. La résilience russe est jusqu'ici avérée (+ 3 % de croissance en 2023), même si la question de sa durée se pose avec 30 % du budget fédéral pour la défense<sup>23</sup> en 2024 et 617 000 soldats déployés en décembre 2023. Tout en se présentant face à « *l'Occident collectif* » comme le défenseur de la multipolarité avec le « *Sud global* », Moscou escompte malgré tout obtenir à terme de ce dernier une reconnaissance, même tacite, de sa « sphère d'intérêts privilégiés ».

**L'Ukraine veut préserver sa souveraineté** et ses frontières par une défense acharnée et des contre-offensives réussies, telle la reprise de Kherson en novembre 2022. Elle espère « user » l'adversaire pour **éviter de devenir une « nouvelle Biélorussie »**. L'attaque russe a eu pour effet indirect de renforcer l'identité ukrainienne et Kiev a su mobiliser au départ 145 000 soldats, ainsi que 240 000 des Forces territoriales de défense de niveau plus inégal. La **nouvelle loi de mobilisation militaire ukrainienne du 16 avril 2024** vise néanmoins à pallier l'importance des pertes. Malgré des dépenses de défense devant dépasser la moitié de son budget en 2024, l'Ukraine manque de matériels modernes, surtout en artillerie (fourniture de M777 américains ou de *Caesar* français) ou en aviation (F-16 attendus car les MiG-29, Su-27 ou Su-25 font face parfois aux chasseurs multirôles Su-35S). Cependant, la Russie a en partie échoué dans sa stratégie de *Suppression of Enemy Air Defenses* (SEAD)<sup>24</sup>, menée entre autres avec les bombardiers Su-34 *Fullback* ou les *Kalibr* 3M14, et la Force aérienne ukrainienne continue d'intervenir. Les missiles français SCALP-EG permettent aussi de frapper la Russie en profondeur. Si sa marine est quasi-détruite, Kiev utilise ses drones et ses missiles, dont les R-360 *Neptun*, pour continuer à atteindre la flotte russe en mer Noire<sup>25</sup> qu'elle a réduite de 20 %. La volonté d'intégrer l'UE (décision d'ouverture des négociations en décembre 2023) et l'OTAN se veulent des **réponses asymétriques**

<sup>19</sup> « Russia's Invasion of Ukraine and the Crisis of International Law » *IPCS*, 22 avril 2022. Disponible sur : <https://urlz.fr/qkff>

<sup>20</sup> La Russie est déjà, entre autres, le 3<sup>e</sup> fournisseur d'armes à l'Égypte, son 1<sup>er</sup> client moyen-oriental sur 2019-2023 (source : *SIPRI*, mars 2024). 25 % du pétrole et 20 % des céréales russes exportés transitent *via* Suez.

<sup>21</sup> « Ukrainian Guerillas: Fighting Russians in Temporarily Occupied Territories », *Jamestown Foundation*, 2 mai 2022. Disponible sur : <https://urlz.fr/ikLb>

<sup>22</sup> *Preliminary Lessons in Conventional Warfighting from Russia's Invasion of Ukraine*, *RUSI*, 30 novembre 2022.

<sup>23</sup> Russian Offensive Campaign Assessment. *ISW*, 28 novembre 2023.

<sup>24</sup> « Takeaways from Ukrainian Air Defenses' Latest Score ». *Modern War Institute - West Point*, 24 janvier 2024. Disponible sur : <https://mwi.westpoint.edu/awacs-over-the-azov-takeaways-from-ukrainian-air-defenses-latest-score/>

<sup>25</sup> « Vers une neutralisation de la flotte russe de la mer Noire ? » *FMES*, octobre 2023. Disponible sur : <https://urlz.fr/pO2n>



ukrainiennes à l'invasion russe, bien que ces deux organisations aient conscience que cela restera un *casus belli* pour la Russie.

**L'OTAN et l'UE voient dans l'offensive russe un précédent dangereux** défiant l'architecture de sécurité européenne et internationale<sup>26</sup>, voire la « **menace la plus importante et la plus directe** » pour l'OTAN au sommet de Vilnius en juillet 2023, même si l'Alliance atlantique n'est pas exempte d'avoir sous-estimé la perception russe de ses élargissements successifs<sup>27</sup>. L'OTAN et l'UE mènent depuis le 24 février 2022 une politique de *containment* multiforme contre la Russie, incluant des sanctions économiques cumulatives visant à la « saigner à blanc » sans déstabiliser l'économie mondiale et **en évitant une cobelligérance**. L'« égalisateur de puissance » nucléaire russe sert en effet à dissuader l'OTAN d'une intervention directe, dont les *Kinžal Kh-47M2* à Kaliningrad proches du « corridor de Suwalki » et qui peuvent en théorie atteindre à 12 000 km/h l'essentiel de l'Europe. L'évolution vers une « *proxy war* » enlisant l'armée russe dans une guerre d'attrition doit permettre un rééquilibrage du rapport de forces Ukraine/Russie, mais aussi pour Washington de ne pas dégarnir son « front » asiatique face au «  *pacing threat* » chinois. Le renseignement (ISR), la défense antiaérienne (*Patriot*) et, à partir de 2023, les chars *Abrams M1A1* et *Leopard 2*, ou les missiles ATACMS longue portée en avril 2024, sont des appuis cruciaux pour Kiev, renforcés par le déblocage d'une nouvelle aide américaine de 60,8 milliards de dollars votée le 24 avril 2024.

Les pertes russes font aussi l'objet d'une « guerre informationnelle ». Elles sont évaluées par le SACEUR<sup>28</sup> C. Cavoli en avril 2024 à 315 000 tués et blessés, ainsi qu'à 2 936 chars, surtout des T-72B mais aussi des T-90M *Proryv-3* modernes<sup>29</sup>. Au-delà de ses réserves disponibles, **Moscou dispose cependant aussi d'autres « armes géopolitiques** ». La Russie et l'Ukraine représentent 30 % des exportations mondiales de blé en volume et V. Poutine lie la levée des sanctions à celle de son blocus des ports ukrainiens qui affecte la sécurité alimentaire internationale malgré les couloirs ouverts par Kiev. De plus, le Kremlin utilise la dépendance européenne variable à ses hydrocarbures afin de diviser l'UE. Du 24 février 2022 à avril 2024, les ventes russes d'énergies fossiles (soit 60 % de ses exportations totales) à l'UE, qui « finance la guerre<sup>30</sup> » malgré elle, ont représenté 193 milliards d'euros. Néanmoins, **cette politique a des effets contre-productifs pour la Russie**, dont un « réveil » de l'UE et de ses membres, premiers contributeurs globaux des aides à Kiev depuis février 2022<sup>31</sup> devant les USA (première aide militaire). L'UE a en outre annoncé un embargo partiel sur le pétrole russe (moins 90 % d'importations d'ici 2024, et d'ici 2027 pour le gaz), le premier financement de son Histoire de transferts d'armes létales vers un pays tiers et sa première Stratégie industrielle de défense en mars 2024. De surcroît, la plupart de ces mesures bénéficie aux USA

(ventes d'armements, de GNL) et cette guerre a « revitalisé » l'OTAN autour de Washington. Les **adhésions à l'Alliance de la Finlande en avril 2023 et de la Suède en mars 2024** sont de ce point de vue des échecs stratégiques russes majeurs.

**La Turquie a une position d'équilibriste entre Moscou et Kiev**. Membre de l'OTAN, Ankara ne reconnaît aucune annexion russe mais tient compte de l'importance sécuritaire du Kremlin en Syrie, comme l'Iran qui fournit des drones *Shahed* et des obus aux VS, et de son poids militaire et économique (34 % du gaz et 70 % du blé turcs), à l'instar de l'Inde, 1<sup>er</sup> acheteur mondial d'armes et, depuis 2023, de pétrole russes. De plus, par la convention de Montreux de 1936, **Ankara détient les « clés » des Détroits** et des niveaux de déploiements russes<sup>32</sup> et otaniens, sans toujours bloquer les navires « civils » ou de guerre russes ralliant leur port d'attache en mer Noire. En parallèle, la Turquie fournit à Kiev des drones *Bayraktar TB2* qui **gênent la supériorité aéromaritime russe en Ukraine**. R.T Erdoğan espère se positionner en médiateur du conflit pour conclure des accords avantageux, tant avec la Russie qu'avec l'OTAN (40 F-16 américains obtenus début 2024).

**La perspective d'un « axe » sino-russe sortant renforcé de cette guerre** et bouleversant l'ordre international<sup>33</sup>, préfiguré par l'OCS et les déclarations conjointes Poutine-Xi du 21 mars 2023 à Moscou, est redoutée tant par les Occidentaux que par l'Inde. La Chine aide en effet *de facto* la Russie à contourner les sanctions (hausse dès 2022 des importations d'hydrocarbures et de blé russes et des exportations chinoises de semi-conducteurs<sup>34</sup>) mais **selon ses intérêts propres**, sans risquer jusqu'ici par un soutien militaire des sanctions la déconnectant d'un marché mondial vital. Son allié nord-coréen fournit toutefois des munitions aux VS. Devenu le premier partenaire commercial de Moscou qui reste son premier fournisseur d'hydrocarbures et d'armes, Pékin veut aussi préserver ses positions économiques en Ukraine et sait qu'Américains, Britanniques et Européens sont de loin ses principaux clients commerciaux. Cependant, **Pékin veut empêcher une « victoire finale » de Washington** dans cette guerre<sup>35</sup> afin d'affaiblir sa réassurance en Europe et, par ricochet, en Indo-Pacifique où la Chine craint une « OTAN asiatique ». Le NTGPR et la « *Global Security Initiative*<sup>36</sup> » de Xi d'avril 2022 s'inscrivent dans cette volonté de rééquilibrer un ordre international « américain ». Néanmoins, l'application à géométrie variable du respect de l'intégrité territoriale des États (Tibet, Taïwan, mais pas en Ukraine) affaiblit la posture chinoise. *In fine*, en amplifiant le « tournant russe vers l'Asie », cette guerre pourrait involontairement **accentuer aux dépens de Moscou un rapport déjà inégal avec Pékin** (17 % du PIB mondial contre 2 %) et l'OTAN, ainsi que la bipolarité mondiale sino-américaine<sup>37</sup>.

<sup>26</sup> « Russian Attack on Ukraine: A turning point for Euro-Atlantic security », *SWP Berlin*, mars 2022. Disponible sur : <https://urlz.fr/im3n>

<sup>27</sup> « Was NATO Enlargement a Mistake? », *Foreign Affairs*, 19 avril 2022.

<sup>28</sup> Commandant suprême des forces alliées en Europe.

<sup>29</sup> « Attack on Europe: Documenting Russian Equipment Losses During the 2022 Russian Invasion of Ukraine », *Oryx*, 24 février 2022 à avril 2024.

<sup>30</sup> « Financing Putin's war », *CREA*, avril 2024 : <https://urlz.fr/imyl>

<sup>31</sup> Ukraine Support Tracker. *Kiel Institute*, 16 février 2024 : <https://urlz.fr/qo2G>

<sup>32</sup> « Russian Navy's Way Around Turkey Closing The Bosphorus To Its Warships, Literally ». *HI Sutton*, 22 mai 2022 : <https://urlz.fr/imQ1>

<sup>33</sup> « Is Beijing Creating a New Sino-Russian World Order? », *Harvard International Review*, 8 mars 2022. Disponible sur : <https://urlz.fr/infv>

<sup>34</sup> « Following China's Export of Sanctioned Goods Through Central Asia to Russia », *The Diplomat*, 9 janvier 2024. Disponible sur : <https://urlz.fr/pcYO>

<sup>35</sup> China's Position on the Ukraine War Mirrors its Global Pursuits. *Royal United Services Institute*, 13 mai 2022. Disponible sur : <https://urlz.fr/inj6>

<sup>36</sup> « How to Respond to China's Global Security Initiative », *War on the Rocks*, 1<sup>er</sup> mars 2024. Disponible sur : <https://urlz.fr/gnpX>

<sup>37</sup> « Restoration, Reformation, Revolution? Blueprints for the World Order after the Russia-Ukraine conflict », *Russian Council*, mai 2022.